

10. Commerce, dette et finance

Le Mandat de Doha

Nous convenons d'un examen, au sein d'un Groupe de travail sous les auspices du Conseil général, de la relation entre commerce, dette et finances, et de toutes recommandations éventuelles sur les mesures qui pourraient être prises dans le cadre du mandat et dans la sphère de compétence de l'OMC pour améliorer la capacité du système commercial multilatéral de contribuer à une solution durable du problème de l'endettement extérieur des pays en développement et des pays les moins avancés, et pour renforcer la cohérence des politiques commerciales et financières internationales, en vue de préserver le système commercial multilatéral des effets de l'instabilité financière et monétaire. Le Conseil général fera rapport à la cinquième session de la Conférence ministérielle sur les progrès accomplis dans cet examen."

(Déclaration ministérielle de Doha, para. 36)

Perspectives pour Cancun

En dépit de leur pertinence pour l'avenir du système commercial multilatéral, les relations entre commerce, dette et finance pourraient très bien ne pas être à l'ordre du jour à Cancun. Alors que certains Membres ont remis en question l'utilité même de poursuivre les discussions, il semble clair que le Groupe de travail sur Commerce, dette et finance (WGTF) poursuivra son travail, sur la base des huit thèmes identifiés (et décrits ci-dessous). La première version du projet de déclaration ministérielle précise simplement que les ministres "prennent note du rapport transmis par le Conseil général et conviennent que ce travail doit se poursuivre sur la base du man-

dat initial ainsi que des progrès faits à ce jour". Il est peu probable que ce texte subisse des changements majeurs.

Contexte

Dans le préambule de la Déclaration de Doha, les ministres du commerce ont reconnu que les "défis auxquels les Membres sont confrontés dans un environnement international qui évolue rapidement ne peuvent pas être relevés par des mesures prises dans le seul domaine commercial" et ils ont décidé de "continuer d'œuvrer avec les institutions de Bretton Woods en faveur d'une plus grande cohérence dans l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial". La Déclaration introduit pour les Membres l'obligation d'examiner la relation entre commerce, dette et finance dans l'OMC. Dans ce but, les ministres ont établi un groupe de travail (WGTF) permanent, ouvert à tous les Membres.

Les demandeurs de l'examen de cette relation ont été des pays en développement recherchant des moyens de réduire le fardeau de leur dette publique dans le contexte du système commercial multilatéral. De nombreux pays développés considéraient l'exercice de peu d'utilité, sinon d'aucune, en raison des limites que rencontre le système commercial pour aborder les problèmes de dette et finance internationales. Les discussions sont à ce jour restées au niveau analytique - ou même théorique. Les huit thèmes identifiés pour être soumis à un examen approfondi restent très généraux et ne sont pas orientés vers l'action. Alors que les Membres avaient compté sur quelques propositions, des institutions comme le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale, la CNUCED, l'OCDE, les banques de

développement régionales et les commissions économiques régionales des Nations Unies ont fait de nombreuses présentations. Quelques Membres se sont plaints du fait que les niveaux de présence aux réunions soient faibles, même parmi les pays qui avaient au départ proposé la mise en place du groupe de travail (WGTF).

Délais imposés

Le Conseil général doit faire rapport à la cinquième Conférence ministérielle de l'OMC (du 10 au 14 septembre 2003 à Cancun, au Mexique) "sur les progrès accomplis dans cet examen".

Situation actuelle

Le programme du groupe de travail Commerce, Dette et Finance consiste en trois ensembles de sujets : la relation entre commerce et finance; la relation entre commerce et dette, et une plus grande cohérence des politiques entre les institutions pertinentes. Au cours de l'année 2002, le groupe de travail a consacré une session à chaque sujet. Au cours de l'année 2003, les Membres ont continué à discuter de la relation entre commerce et finance, et envisagé un rapport de l'OCDE sur la réforme de la politique commerciale dans les pays très endettés. Pendant le reste des deux réunions et lors de discussions informelles, les Membres ont élaboré le projet de rapport annuel du groupe au Conseil général - qui doit être transmis à Cancun - identifiant huit thèmes essentiels (WT/WGTF/2).

La relation entre Commerce et Finance

A titre de demandeurs d'une participation de l'OMC, plusieurs pays en dé-

veloppement ont avancé que le système commercial international devrait assurer assez de latitude, ou "d'espaces de politique" pour préserver leur droit d'adopter des politiques de développement afin de résoudre les problèmes d'ajustement. D'après l'Indonésie, la prépondérance du capital privé dans le système commercial international et sa forte influence sur les marchés financiers a empêché les gouvernements de se défendre contre les attaques spéculatives. D'autres pays en développement ont cité les fluctuations des prix des marchandises, les taux de change des devises et les taux d'intérêts ainsi que les conditionnalités excessives dans la politique commerciale imposée par les institutions financières comme autant de raisons de l'instabilité financière sur les marchés internationaux.

En revanche, des pays développés se sont fait l'avocat d'une approche intérieure pro-libéralisation comme étant la meilleure façon de résoudre les problèmes financiers en temps de crises, arguant que la libéralisation du commerce offre la possibilité – mais aucune garantie – d'une croissance économique soutenue.

Dans un document sur la relation entre commerce et finance / commerce et dette (WT/ WGTFDF/W/10), Cuba affirmait que les principales préoccupations des pays en développement étaient les fluctuations des taux de change, un manque de ressources financières pour l'expansion du commerce, l'incohérence entre les politiques commerciales et les politiques macro-économiques du FMI.

La relation entre Commerce et Dette

Pratiquement tous les délégués des pays en développement ont convenu que l'accès aux marchés pour leurs produits était l'instrument primordial pour résoudre l'endettement extérieur. Faisant remarquer que les avantages comparatifs et la compétitivité des pays en développement étaient entravés par les mesures à la fois tarifaires et non tarifaires, le Venezuela, le Brésil, l'Inde et l'Égypte ont demandé une politique multilatérale sur les produits primaires.

Le Groupe africain a fait une proposition globale qui demandait un accès significatif aux marchés pour les produits dont l'exportation présente un intérêt, un soutien financier pour s'attaquer aux préoccupations en matière d'approvisionnements commerciaux et des politiques pour réduire les risques de change et les risques en matière de prix sur les produits, ainsi

que l'engagement du groupe de travail (WGTFDF) de créer un programme de réduction de la dette entre les institutions de Bretton Woods (WT/WGTFDF/W/16).

L'Argentine a dit que le Groupe devrait analyser les façons grâce auxquelles le système commercial multilatéral pourrait permettre à des pays très endettés d'augmenter leurs exportations (WT/WGTFDF/W/20). D'après Cuba, un accès préférentiel pour les pays pauvres très endettés (PPTÉ) devrait être accordé aux pays les moins avancés qui ont adopté un programme de stratégie de lutte contre la pauvreté avec la Banque mondiale. D'autre part, les pays développés ont tendance à insister sur le fait qu'une plus grande accessibilité du marché serait utile uniquement si elle s'associait à une plus grande capacité d'approvisionnement. Lors des discussions sur la communication du Groupe africain, l'UE a noté que bien que l'accès des marchés soit important, il devrait être complété par des réformes du côté de l'approvisionnement qui aideraient les pays à profiter de nouvelles possibilités de marchés. L'UE a aussi insisté sur le fait qu'il ne fallait pas surestimer le rôle de l'OMC dans la solution des problèmes de développement.

Vers une plus grande cohérence

À la session sur la cohérence entre le système commercial international et les institutions financières internationales comme la Banque mondiale et le FMI, la Corée a présenté un exemple d'après sa propre expérience d'un manque de cohérence. D'après la Corée, les politiques du FMI permettent l'intervention des gouvernements pour consolider les institutions financières en cas de crise. Toutefois, lorsque la Corée – avec l'appui du FMI – a utilisé environ 125 milliards de US\$ pour renforcer son système financier, l'UE a instauré un groupe spécial de l'OMC, prétendant que ce soutien équivalait à une subvention ouvrant une action.

Rapport au Conseil général

Le groupe de travail WGTFDF a achevé son rapport à l'intention du Conseil général sur les progrès effectués, rapport qui doit être examiné par les ministres à Cancun. Les Membres y ont identifié les thèmes essentiels comme suit, regroupés en trois ensembles.

Le premier ensemble comprend trois thèmes qui, de l'avis des Membres, intéressent l'OMC. Le rapport met d'abord l'accent sur la libéralisation du

commerce en tant que source de croissance, notant qu'elle peut améliorer la répartition des ressources aux niveaux nationaux et internationaux et "donc améliorer la résistance aux chocs extérieurs". La libéralisation du commerce peut aussi avoir une incidence favorable sur la capacité du service de la dette si elle augmente les recettes provenant de l'étranger. Sur le deuxième thème, les règles de l'OMC et la stabilité financière, le rapport note que le système de l'OMC joue un rôle important pour assurer la stabilité et la sécurité économiques. Le troisième thème souligne l'importance de l'accès aux marchés et la réduction des autres obstacles au commerce dans le cycle actuel des négociations commerciales. Le rapport note que la réduction des obstacles au commerce joue un rôle important pour assurer la stabilité et la sécurité économiques. Le troisième thème mis en lumière est l'importance de l'accès aux marchés et la réduction des autres obstacles au commerce dans le cycle actuel des négociations commerciales. Le rapport note que la réduction des obstacles au commerce, en particulier ceux affectant les produits présentant un intérêt à l'exportation pour les pays en développement, peut améliorer les possibilités de croissance de ces pays et les aider à réduire la dette extérieure en augmentant leurs recettes à l'exportation.

Le deuxième ensemble contient des thèmes s'adressant à l'OMC et au FMI, avec des partenaires tels que la Banque mondiale et les banques de développement régional. Les deux thèmes identifiés sont le commerce et les marchés financiers, et le financement du commerce. Sur le commerce et les marchés financiers, les Membres. Sur le financement du commerce, le rapport insiste sur la nécessité d'améliorer la stabilité et la sécurité des sources de financement du commerce, et surtout d'aider les pays à gérer les périodes de crises financières.

Le troisième ensemble comprend trois thèmes qui s'adressent à l'OMC, le FMI ainsi qu'à la Banque mondiale. Tout d'abord, le rapport souligne la nécessité d'une meilleure cohérence dans la conception et la mise en œuvre des réformes liées au commerce et de leur surveillance. En raison des interconnexions entre les différents aspects de la politique économique, il serait bon que les trois institutions suivent des politiques cohérentes et qui s'étayaient mutuellement dans le domaine du commerce. En second lieu, le rapport met l'accent sur les interconnexions entre la libéralisation exté-

rieure et les réformes internes. Afin de maximaliser les avantages de la libéralisation, d'après le rapport, les Membres devraient orienter leurs politiques vers une stimulation de la capacité d'offre aux possibilités du marché. En troisième lieu, le rapport met l'accent sur le financement extérieur, les mar-

chés des marchandises et la diversification des exportations. Le rapport note que le manque de financement extérieur est un élément important qui limite les capacités des pays en développement à diversifier leurs exportations.

Les propositions et autres documents sont accessibles sur <http://docsonline.wto.org/> sous WF/WGTDF/*.

Les **Dossiers sur le Cycle de Doha** sont publiés par le Centre international pour le commerce et le développement durable (ICTSD) et l'Institut international du développement durable (IIDD)

Conception: Mark Halle (IIDD) et Ricardo Meléndez-Ortiz (ICTSD). Edition: Anja Halle, Heike Baumüller et Malena Sell. Directeurs de série: Ricardo Meléndez-Ortiz et Mark Halle. Les auteurs des dossiers sont: Heike Baumüller, Hugo Cameron, Ricardo Meléndez-Ortiz, David Primack, Malena Sell, Mahesh Sugathan, David Vivas et Alexander Werth. Relecture: Trineesh Biswas (IIDD). Mise en page: Alice Chardonens sur la base d'un design de Donald Berg. Responsable de publication: Christophe Bellmann (ICTSD). Editeur en chef: Ricardo Meléndez-Ortiz.

Ce projet a été réalisé grâce à un financement de la Direction du développement et de la coopération suisses (DDC), à travers IIDD et l'Agence intergouvernementale de la francophonie (AIF) ainsi que d'autres donateurs, à travers ICTSD. Copyright: ICTSD, IIDD, et AIF, 2003.

Le Centre international pour le commerce et le développement durable (ICTSD - <http://www.ictsd.org>) est une organisation non-gouvernementale à but non lucratif basée à Genève. Etabli en 1996, ICTSD a pour mission de faire progresser l'objectif de développement durable en renforçant les moyens d'influence des acteurs impliqués sur le système commercial international, à travers l'information, le travail en réseau, le dialogue, des travaux de recherche ciblés et le renforcement des capacités. ICTSD publie BRIDGES Between Trade and Sustainable Development®; et BRIDGES Weekly Trade News Digest®. Le centre co-publie PASSERELLES entre le commerce et le développement durable® (en partenariat avec ENDA Tiers-Monde); PUENTES entre el Comercio y el Desarrollo Sostenible® (en partenariat avec Fundación Futuro Latinoamericano - FFLA et Centro Internacional de Política Económica para el Desarrollo Sostenible - CINPE); ainsi que BRÜCKEN Zwischen Handel und Zukunftsfähiger Entwicklung® (avec GERMANWATCH). ICTSD est financé par des agences de coopération au développement, des fondations privées et des organisations de la société civile. Les principaux donateurs d'ICTSD sont SIDA, DGIS, DFID, DANIDA, DDC, NORAD, la Finlande, IDRC, the Rockefeller Foundation, the John D. and Catherine T. MacArthur Foundation, Novib, Christian Aid, Oxfam, et la Communauté de travail des oeuvres suisses d'entraide.

L'Institut international du développement durable (IIDD - <http://www.iisd.org>) contribue au développement durable en formulant des recommandations stratégiques concernant le commerce international et l'investissement, les politiques économiques, les changements climatiques, les mesures et indicateurs ainsi que la gestion des ressources naturelles. Nous affichons sur internet des comptes rendus de négociations internationales et l'information spécialisée que nous procure notre collaboration avec des partenaires du monde entier. Ce faisant, nous favorisons une recherche rigoureuse, le perfectionnement des compétences dans les pays en développement, ainsi qu'un dialogue fructueux entre le Nord et le Sud. L'Institut a pour vision un mieux-vivre durable pour tous, et pour mission d'assurer un avenir durable aux sociétés en favorisant l'innovation. Il bénéficie de subventions de fonctionnement du gouvernement du Canada qui lui sont versées par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et Environnement Canada, ainsi que du gouvernement du Manitoba. Des fonds de projet lui sont également accordés par le gouvernement du Canada, la province du Manitoba, d'autres gouvernements nationaux, des organismes des Nations unies, des fondations et des entreprises privées. IIDD est un organisme de bienfaisance enregistré au Canada, et visé par l'alinéa 501(c)(3) de l'Internal Revenue Code des Etats-Unis.